



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

## **Déclaration FSU Loiret**

### **CTSD carte scolaire**

**8 avril 2020**

Monsieur l'inspecteur d'académie,

La gestion de cette crise sanitaire sans précédent a bien mal démarré du point de vue, notamment, de la protection des enseignants volontaires pour garder les enfants de soignants comme de la communication ministérielle globale ainsi que de l'organisation d'une improbable continuité pédagogique.

Heureusement, vous et vos représentant-e-s dans les circonscriptions avez su, avant le ministre lui-même, rectifier ses erreurs en remerciant tous les personnels de l'Éducation nationale pour leur engagement et en transformant la « continuité pédagogique » en un simple lien, un contact régulier avec les familles. Et pour cela nous devons, au nom de la profession, vous remercier car c'est de cette reconnaissance dont ont besoin nos collègues surtout dans la période compliquée dans laquelle il-elle-s se retrouvent. Il serait d'ailleurs bon de renouveler ce type de message institutionnel via les canaux officiels.

D'ailleurs, il faudrait peut-être rappeler à notre ministre que la communication via la TV ne peut pas se substituer au Journal Officiel et aux notes de services pour communiquer des injonctions à ses personnels...

D'autre part, nous n'oublions pas, le mépris affiché auparavant par nos gouvernants, la gestion catastrophique du début de cette crise sanitaire par notre ministre, la suppression du paritarisme, le passage en force sur la réforme des retraites et nous demanderons des comptes dès la fin de la pandémie.

Concernant ce qui nous réunit aujourd'hui, à distance, malgré la dotation supplémentaire obtenue pour la carte scolaire du 1<sup>er</sup> degré suite aux interventions des représentants élus du personnel est apparue comme une impérieuse nécessité et est un premier signe de la considération de cette crise. Mais il aura fallu une crise telle que celle que nous vivons pour que des moyens que nous appelons régulièrement de nos vœux soient alloués.

En effet, cette crise a malheureusement donné raison aux batailles menées ces dernières années par la communauté éducative. Ces créations constituent un début de rattrapage pour le service public d'éducation.

Il s'agira dans les mois à venir de répondre aux inégalités reconnues de tous dans le système éducatif : rétablissement des RASED à la hauteur des besoins, moyens en remplaçants, en décharge de direction, prise en compte de la situation des écoles classées en « Quartier Politique de la Ville », maintien des moyens spécifiques en EP et des demandes en classement REP+... Ces créations auraient dû amorcer une baisse de la moyenne du nombre d'élèves par classe partout au regard de la baisse d'effectifs.

Cependant dans le Loiret, le compte n'y est toujours pas, + 8, c'est plus chaud que - 3 évidemment mais ce n'est pas encore le printemps. Et le projet que vous nous présentez va à l'encontre de tous ces objectifs.

Pourtant, le but du ministère avec cette « enveloppe » supplémentaire était de « prendre en compte le caractère exceptionnel de la situation que nous vivons et permettre, ainsi, notamment, de revoir l'équilibre ouvertures / fermetures en milieu urbain ». Et ce « quel qu'en soit le coût » comme l'avait rappelé le président de la République début mars.

Il nous est encore impossible de mesurer les conséquences que cette crise aura sur nos élèves et leurs familles. Mais nous savons qu'il faudra avoir une attention toute particulière auprès des élèves issus des milieux les plus défavorisés mais aussi des élèves qui auront vécu de manière traumatique le confinement. Dans les 2 cas, il sera très compliqué de remettre en place un climat rassurant et favorable aux apprentissages et aux progrès.

Si la rallonge budgétaire avec son cadrage concernant les zones rurales répond partiellement à cette nécessité, elle reste insuffisante notamment pour les quartiers dits « prioritaires » dont on sait qu'il faudra avoir une attention toute particulière, et pour renforcer nos Réseaux d'Aides qui seront encore plus fortement sollicités pour répondre aux conséquences de cette crise tant pour les élèves qui en auront besoin que pour les enseignants qui auront besoin de personnes ressources pour les accompagner.

C'est pourquoi il est inacceptable de déshabiller l'Éducation prioritaire et « assimilée », encore plus fragilisée dans cette période, de leur 32 maîtres supplémentaires, ni de décharner les RASED déjà bien maigres.

Monsieur l'inspecteur d'académie, nous avons, tout comme vous, estimé les besoins du département, selon vos seuils et d'autres projections sont possibles. Nous n'avions pas osé imaginé que vous pourriez nous proposer un scénario aussi catastrophique.

Les annonces ministérielles de GS à 24 et de non fermetures en zones rurales auraient nécessité des moyens fléchés supplémentaires. Il n'est pas concevable pour la FSU de supprimer 46 postes vitaux dans les secteurs et pour les élèves les plus défavorisés pour répondre à ces orientations.

Dans ce cadre les écoles en REP et REP+ qui nécessitent une attention particulière afin de ne pas accentuer le creusement des inégalités scolaires vont pâtir des choix à opérer pour répondre aux injonctions ministérielles.

Par ailleurs, à ce jour, il n'y aurait pas de décision prise sur la façon dont seront recrutés les enseignant-es dans le cadre de cette dotation supplémentaire, mais le ministère n'exclut pas de faire appel à des contractuels. Pourtant, le ministère a les moyens d'augmenter le nombre de places prévues au concours 2020, voire d'ouvrir largement les listes complémentaires, pour répondre aux besoins de recrutement sans remettre en cause le statut des lauréat.es. Qu'en est-il à cette heure dans notre académie ? Notre département ?

Enfin, les mesures prises concernant le report des concours et le peu de temps qui restera pour les organiser à la fin du confinement, ne doit pas nous emmener vers l'embauche des admissibles, après les épreuves écrites, en tant que contractuels puis vers un report des épreuves d'admission dans un an. En savez-vous davantage ?

Enfin, nous souhaitons revenir sur la discussion que nous avons eu hier en Comité Technique Académique. En effet, nous étions tous d'accord pour rappeler qu'en cette période exceptionnelle, les personnels s'étaient très massivement engagés à réinventer leurs pratiques professionnelles et par conséquent qu'il était plus que nécessaire pour tous de respecter une période de vacances durant les congés à venir en fin de semaine. C'est pourquoi, et pour aller

dans le sens des préconisations de madame la rectrice, nous insistons afin que tous les personnels enseignants et administratifs puissent se reposer et nous renouvelons notre demande de report du début de la saisie du mouvement. D'ailleurs la FSU en a fait la demande auprès de la rectrice afin d'harmoniser les calendriers au niveau académique

Il est *surprenant* que le Loiret soit le seul département de France à s'entêter à vouloir ouvrir le plus tôt possible le serveur quand tous les autres l'envisagent a minima fin avril. Si la volonté de maintenir ce calendrier tient au fait du manque de moyens administratifs pour gérer un mouvement dans un « gros » département, nous vous suggérons de demander au ministre plus de moyens humains, il semble plutôt généreux en ce moment !